

JYR/AP/JFL
AVSD-2024-055

Rue de la Grève

Le Maire de Surgères,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L2212-2 et L2213-1,

Vu l'arrêté Municipal du 26 mai 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves ROUSSEAU, Adjoint au Maire de la Ville de Surgères, chargé des voies et réseaux,

Vu la DP n° 01743423A0218

Vu la demande de prolongation présentée par Monsieur Parion Julien en date du 27 juin 2024, considérant que le stationnement d'un engin et véhicules de chantier, nécessite une réglementation temporaire.

ARRÊTE**Article premier : Prescriptions techniques**

- Le stationnement d'un engin et de véhicules de chantier est autorisé sur le chemin qui mène à la gères le long du n° 35 rue de la Grève.
- L'accès aux riverains devra être conservé.
- Le stationnement est interdit au droit du chantier.
- Il sera veillé à la sécurité des piétons et à la propreté du domaine public.

Article deux : Durée de l'occupation

La présente autorisation est accordée du 08 juin 2024 au 31 juillet 2024.

Article trois : Ouverture de chantier

Néant.

Article quatre : Signalisation du chantier - Mesures d'exploitation routière

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article cinq : Droits et responsabilités

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur. Elle ne confère pas de droits réels.

Article six : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Mr Parion Julien,
- Le Service de la Police Municipale, pour notification,
- Le Centre Technique Municipal, pour notification,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Surgères, assisté des services concernés, pour exécution.

Fait à Surgères, le 28 juin 2024.
L'Adjoint au maire,

Jean-Yves ROUSSEAU:

